

Une occasion manquée

Trop tard, trop peu, trop flou. Voilà comment on peut résumer le Plan de relance annoncé par le premier ministre, le 3 septembre, soit plus de trois mois après le déconfinement.

Dès le 13 juin, l'Allemagne, quant à elle, annonçait un plan d'un montant de 130 milliards d'euros.

Pour être plus précis, le plan annoncé par le gouvernement recouvre des dispositifs variés, dont 10% seulement sont des investissements directs. En outre, il s'agit d'un plan triennal dont seuls 30% seront décaissés en 2021.

« Si le Parti Socialiste se réjouit de voir certaines de ses propositions reprises, à l'image de la possibilité de coupler formation et chômage partiel, le Plan de relance n'apparaît globalement pas à la hauteur de l'urgence de la crise et prépare insuffisamment l'avenir », a indiqué Vincent Duchaussoy, secrétaire national au Travail et au Dialogue social.

« C'est un plan déséquilibré », a-t-il rajouté. En effet, il est centré pour un tiers sur une baisse des impôts de production, vieille rengaine patronale que le gouvernement exauce en usant du prétexte de la compétitivité. Or, chacun sait que l'aspect fiscal n'est pas le plus déterminant.

Cette aide massive n'est assortie d'aucune conditionnalités sociales ou environnementales, comme le proposaient les Socialistes.

Le Plan de relance manque également le rendez-vous du pouvoir d'achat, alors que la crise que nous traversons est moins une crise de l'offre que de



Un plan déséquilibré

la demande. **« Il aurait fallu agir sur le taux de TVA, comme vient de le faire l'Allemagne, et de travailler à une meilleure reconnaissance de l'utilité sociale des métiers »,** propose Vincent Duchaussoy.

Malheureusement, la reconnaissance des « *premier-es de tranchées* » n'est pas non plus au rendez-vous ! Le gouvernement fait preuve de mépris à leur égard, considérant que leur donner l'aumône à coup de primes serait à la hauteur du service qu'ils ont rendu à la nation.

Le Plan de relance manque le rendez-vous de la jeunesse, alors que la crise obscurcit l'avenir d'une génération. C'est pourquoi nous proposons une Aide Individuelle à L'Emancipation Solidaire (AILES), composée d'un revenu pour tous dès 18 ans (564 euros) et d'une allocation de majorité à hauteur de 5000 euros. Ni l'un ni l'autre ne sont des cadeaux, ce sont les obligations d'une nation envers sa jeunesse, celle de lui donner les moyens de ne pas subir mais de construire sa vie.

Enfin, il ignore totalement les collectivités locales, dont le rôle dans le redressement économique, comme la transition écologique, est pourtant essentiel. L'évocation lyrique des « territoires » par le premier ministre paraît bien lointaine.



Merci Lionel

« Ça fait du bien ! » Voilà la réflexion que se sont fait les premiers lecteurs de *Un temps troublé* de Lionel Jospin.

C'est justement en ces temps troublés que la parole de l'ancien premier ministre, qui a respecté une stricte neutralité lorsqu'il siégeait au conseil constitutionnel, est précieuse.

Lionel Jospin va à l'essentiel. Il resitue le moment que nous vivons dans son contexte : la fin de la période néo-libérale ouverte à la fin des années 70 par Reagan et Thatcher. Dans tous les domaines, (économiques, sociaux, écologiques, démocratiques), le libéralisme a atteint ses limites et c'est naturellement vers les États que se tournent les citoyens et les entreprises pour réparer les dégâts provoqués par la dérégulation.

Voilà le défi que doivent relever la gauche et les écologistes et qui mérite bien de mettre de côté les querelles d'egos pour enfin réaliser l'Union, comme Lionel Jospin avait su le faire en son temps avec la gauche plurielle.

PS29

Comment accélérer les transitions ?

Pourquoi procrastinons-nous alors que même les scénarios les plus optimistes nous indiquent que les conséquences du réchauffement climatique seront terribles et les plus pessimistes qu'elles seront catastrophiques ? Tel été l'objet d'une table ronde animée à Blois à l'occasion du rendez-vous de la Gauche d'Après, à laquelle participaient notamment Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen, et Tristan Foveau, vice-président de Brest métropole.



Soyons les hussards de la transition écologique

Pourquoi les transitions ne s'engagent pas aussi rapidement ? Pour le maire de Rouen, il convient d'abord de vérifier si la volonté d'engager les transitions est vraiment partagée. Car, si l'urgence écologique est indéniable, elle ne peut occulter les urgences économiques et sociales. On constate une vraie tension entre la volonté de modifier nos modes de productions ou nos habitudes de consommations et les résistances au changement.

Pour Tristan Foveau, vice-président de Brest métropole, les villes ont une responsabilité écrasante : alors qu'elles ne représentent que 2% du territoire mondial, elles sont à l'origine de 80% des émissions de gaz à effet de serre et de 73% de la consommation énergétique.

Les élu.es des villes ont donc une responsabilité particulière dans la mise en œuvre de la transition écologique mais, il serait présomptueux de leur part, d'imaginer qu'ils pourraient à eux seuls réduire les émissions de gaz à effet de serre. Même s'ils doivent montrer l'exemple.

« Pourquoi procrastinons-nous ? »

Les élus doivent donc entraîner, rassembler et pour se faire, mettre en place, à l'échelon de leur territoire, des COP (Conférences des parties) locales réunissant l'ensemble des acteurs concernés (élus, mais aussi entreprises, syndicats ou associations). Pour Tristan Foveau, quatre conditions sont nécessaires pour le succès des COP locales : d'abord, elles doivent être pérennisées dans le temps et être régulièrement évaluées. Ensuite, les élus doivent accepter de partager le leadership. Les participants doivent se concentrer sur des mesures précises et enfin, le maximum de publicité doit être accordé à ses débats. **« C'est de cette manière que les élus de gauche deviendront des hussards de la**



Les élu.es doivent porter une vision à long terme

transition énergétique », a-t-il résumé.

Ces propositions sont partagées par le maire de Rouen qui ajoute que les élu.es doivent aussi porter une vision à long terme. **« On peut réclamer la fermeture de toutes les usines chimiques ou les raffineries de la vallée de la Seine mais que propose-t-on aux salariés qui y travaillent ? »** Les élu.es doivent aussi résister et refuser les solutions de facilité. Pour construire une zone d'activité de 600 hectares, il est plus simple, plus rapide et moins coûteux de déboiser que de reconverter des friches industrielles qui doivent au préalable être dépolluées. **« Et pourtant, c'est bien cette seconde solution qu'il faut privilégier. »**

Pendant la campagne des Municipales, une centaine de candidat.es avaient signé, dans *Libération*, une Tribune demandant la création de COP locales. Aujourd'hui, il est temps d'agir et de les réunir pour passer de la théorie à la pratique et engager tous ensemble les transitions écologiques.

De l'assiette à la planète



Dans le domaine de l'agriculture aussi les forces d'inertie sont extrêmement fortes. Scientifiquement, nous savons que l'agriculture mondiale peut nourrir 10 milliards de personnes. Et pourtant, 800 millions de personnes ne mangent pas à leur faim dans le monde. Et dans le même temps,

les maladies liées à l'obésité progressent. Le modèle agricole est en partie responsable de l'effet de serre ou de l'érosion de la biodiversité, a expliqué Patrick Caron, de l'INRA, dans l'atelier animé par Dominique Potier, secrétaire national aux Ruralités et à l'Agriculture.

Au XX^e siècle, il a fallu nourrir la population qui est passée de 2 à 7 milliards d'individus. Mais ce défi a été relevé et aujourd'hui, il est urgent de réorienter le modèle pour en expurger tous les effets négatifs que sont la déforestation, l'érosion des sols, les gaspillages, la perte de la biodiversité.

Pour y parvenir, il faut éviter les débats stériles et caricaturaux qui opposent les « bobos urbains » aux « pollueurs ruraux ». **« Il faut faire attention aux injonctions alimentaires »,** a expliqué Magali Ramel d'ATD. **« Les plus pauvres ne peuvent pas respecter les préconisations de l'OMS et ils se sentent dévalorisés et stigmatisés parce qu'ils n'ont pas les moyens de bien se nourrir ».**

Il est donc nécessaire de laisser se développer les initiatives locales, les circuits courts. Mais il faut aussi intervenir au plan macroéconomique. **« Nous devons nous demander à qui profite le crime et on arrive rapidement à la conclusion que les grands vainqueurs du système actuel sont les grandes multinationales de la chimie et de l'agroalimentaire »,** a souligné l'eurodéputé Éric Andrieu. **« La commission semble avoir pris conscience du lien qui existe entre alimentation et santé publique »,** reconnaît-il. **« Cependant, la politique agricole commune, (PAC) ne permet pas de répondre aux objectifs du green deal. »** C'est pourquoi il faut poursuivre la bataille contre la renationalisation de la PAC, pour l'écoconditionnalité des aides et pour la mise en place d'outils de régulation pour sécuriser les agriculteurs.

Régionales : la gauche bretonne se parle

Alors même qu'Olivier Faure, à Blois, appelait les forces de gauche à se rassembler et à dupliquer, dans toutes les régions, l'exemple du printemps marseillais, « Ensemble sur les territoires » rassemblait 150 militants de gauche et écologistes bretons à Lorient pour confronter leurs points de vue, à six mois des élections régionales.

« Clair sur son socle d'exigences – sur le renforcement des solidarités, de la démocratie, de la participation citoyenne et sur la réponse nécessaire aux immenses défis environnementaux et humains de notre temps, "Ensemble en Bretagne – Asambles e Breizh", s'attache à rassembler tous ceux qui partagent ces valeurs pour nourrir et porter un nouveau projet breton, lucide, audacieux et généreux. »

Le Parti Socialiste était partie prenante de cette journée organisée,

autour de six ateliers : travailler en Bretagne, habiter en Bretagne, s'épanouir en Bretagne, apprendre en Bretagne, décider en Bretagne et assumer nos responsabilités.

« À Lorient nous avons pu constater qu'il existe des nuances entre nous, mais elles ne sont pas insurmontables et elles n'empêchent pas le rassemblement », estime Maxime Picard, Premier secrétaire fédéral du Morbihan. Elles portent sur

les questions institutionnelles, comme l'Assemblée de Bretagne. Mais aussi sur le modèle agricole, sur le rôle des métropoles et sur le rythme des transitions. « Les Bretons attendent de nous des réponses sur la lutte contre les précarités, le développement économique, l'aménagement du territoire, les services publics et les transitions écologiques », résume Michaël Quernez.

Pour Gwenegan Bui, cette journée a permis « de construire des ponts » avec les autres composantes de la gauche dans la perspective d'un rassemblement.

« Ce dialogue est nécessaire », confirme Forough Salami-Dadkxah. « Nous devons convaincre, entraîner au lieu de décréter ». C'est pour cette raison que la secrétaire régionale du BREIS a proposé que les parlementaires bretons profitent de la loi 3D pour demander la possibilité d'organiser un référendum en Bretagne.



Le 29 août à Lorient

BREIS : nouvelle série de visioconférences

Pour pouvoir discuter avec ses partenaires, il faut d'abord avoir les idées claires sur son propre projet. C'est la mission que s'est assigné le BREIS qui a également fait le choix d'ouvrir ses travaux à des responsables associatifs et syndicaux.

« Nos visioconférences ont rencontré un vrai succès puisque nous avons rassemblé plus d'une centaine de personnes, au printemps et au début de l'été, lorsque nous avons abordé des sujets comme la décentralisation du système de santé ou l'avenir du modèle agricole breton », explique sa secrétaire régionale Forough Salami-Dadkxah. « En cette rentrée, nous allons poursuivre cette démarche en évoquant la culture, les solidarités et les mobilités ». Cette série de débats se conclura, au milieu de l'automne, par une journée de synthèse. Un tempo qui permettra certainement

d'alimenter le futur projet des socialistes pour les élections régionales.

Le 19 septembre, c'est donc sur la culture que portera la visioconférence. Et plus précisément sur le rôle dévolu au Conseil régional de Bretagne dans ce domaine.

En effet, si, à l'échelle européenne, la France apparaît comme un pays ultra-centralisé, il n'en est pas de même

en matière culturelle. Les trois quarts (75%) des dépenses publiques engagées dans ce secteur d'activité le sont par les collectivités locales, contre une moyenne au sein de l'Union de seulement 63%. En matière de politique culturelle, nombre de nos voisins, à l'instar du Royaume-Uni, de l'Italie ou du Danemark, confèrent à l'État une position beaucoup plus centrale. A contrario, en Belgique et en Allemagne, les collectivités locales financent à 95 et 91% la culture. Cependant, la France se singularise doublement. D'une part, les crédits du ministère de la culture favorisent excessivement Paris, et d'autre part, toutes les collectivités locales interviennent dans le secteur culturel.

Comment rééquilibrer ce système? Et comment rationaliser les interventions des collectivités locales? Voilà quelques questions auxquelles les intervenants à cette visioconférence tenteront de répondre.



Les visioconférences du BREIS reprennent le 19 septembre

Agenda

26 septembre



À partir de 11 h 45 :
Fête de la Gauche
à Plouigneau. Inscription
au repas et aux ateliers
sur <http://ps29.org/Fete-de-la-gauche-2020-2933>

27 septembre
Élections Sénatoriales
à Quimper.

6 octobre
18 h 30 : Assemblée
générale de l'UESR au
local du PS à Brest.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1323 - Vendredi 11 septembre 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

LRK : Jeunesse et solidarités

Laurent Péron

Laurent Péron, à la tête de la liste L'union pour Le Relecq-Kerhuon, a remporté les élections municipales, le 28 juin. Dans cette commune d'environ 12 000 habitants, la rentrée est clairement placée sous les signes de la jeunesse et de la solidarité.

Cap Finistère : Quelques semaines après son installation officielle, ton équipe municipale et toi-même êtes totalement opérationnels.

Laurent Péron : Absolument. Personnellement, je m'étais préparé et je connaissais déjà, pour avoir été adjoint, le fonctionnement de la mairie. Nous avons mis à profit la période estivale pour intégrer les nouveaux élus car, si nous nous inscrivons pleinement dans le prolongement de l'équipe précédente, notre liste « L'Union pour Le Relecq Kerhuon » était renouvelée à plus de 50% et quatre des adjoints n'ont jamais été élus. Il est important, en début de mandat d'accompagner et d'expliquer. Nous poursuivrons ce travail de cohésion du groupe majoritaire au début du mois de novembre à l'occasion d'un séminaire pour le plan pluriannuel d'investissements.

En revanche, je ne connaissais pas autant la métropole où je siège aujourd'hui en tant que vice-président chargé des espaces sensibles et du littoral.

Moi aussi j'ai profité de l'été pour rencontrer les services et effectuer des visites sur le terrain, notamment toutes les installations de captages d'eau, des sources de l'Élorn, dans les Monts d'Arrée, jusqu'à l'usine de Pont ar Bled qui permettent d'alimenter plus de 300 000 personnes dans la région de Brest. Compte tenu de ce qui s'est passé cet été avec la pollution de l'Aulne, c'est un dossier particulièrement important.

Cap Finistère : Cette première rentrée du mandat se déroule dans des conditions bien particulières.

Laurent Péron : Comme toutes les communes, nous avons veillé à permettre que la rentrée scolaire se déroule dans les meilleures conditions possibles pour les élèves et les personnels.

Dès le début de l'été nous avons lancé la programmation de travaux pour pérenniser des bâtiments qui étaient jusqu'à présent provisoires de manière à donner aux écoles les moyens de bien accueillir les élèves dans le cadre de la semaine de 4 jours et demi à laquelle nous sommes très attachés.

Nous apportons aussi une attention particulière à la vie associative et sportive que

nous devons absolument accompagner. Certains clubs ont vu le nombre de leurs licenciés diminuer fortement par rapport à l'année dernière. Pour les clubs qui emploient des animateurs, la situation peut devenir catastrophique. Nous devons être très vigilants car ces associations remplissent des missions essentielles et sans elles, la vie de la commune ne serait plus la même.



Cap Finistère : La jeunesse était un de vos axes de campagne.

Laurent Péron : Tout à fait. Nous allons d'ailleurs prendre livraison de l'espace jeunes. Ce bâtiment, d'un montant de 300 000 euros, est quasiment passif du point de vue énergétique. Il s'intègre dans un ensemble plus vaste de la maison de l'enfance dans laquelle nous avons investi 2,5 millions d'euros.

Nous avons aussi proposé, pendant la campagne, de permettre à des personnes âgées de déjeuner dans les cantines scolaires de manière à permettre les échanges intergénérationnels. Cette proposition avait suscité des réactions très positives. Il n'est bien sûr pas question de prendre le moindre risque et nous avons suspendu ce projet que nous espérons cependant bien pouvoir mener à bien après cette crise sanitaire.

Nous sommes satisfaits de la manière dont fonctionne le Conseil municipal jeunes. Mais il concerne surtout des collégiens. Nous voulons aussi nous tourner vers les lycéens qui n'ont pas les mêmes attentes.

Cap Finistère : Quelles leçons avez-vous tiré de la période du confinement ?

Laurent Péron : Pendant le confinement nous avons constaté que des dizaines de personnes étaient prêtes à se mobiliser pour aider les autres. Durant cette période, nous avons repéré environ 80 personnes isolées. Régulièrement, les élu.es prenaient de leurs nouvelles en leur téléphonant ou en les rencontrant.

Cet été un groupe de travail s'est mis en place pour créer une réserve civik, avec un K comme Kerhuon. Nous souhaitons pérenniser et organiser cet élan de solidarité qui pourrait être amené à être mobilisé à nouveau à l'avenir. Nous avons également en projet la mise à disposition d'un véhicule municipal grâce auxquels des bénévoles pourraient effectuer des livraisons pour les personnes qui ne peuvent pas se déplacer.